

Transports Coulon-Domenge et fils Sàrl

Société à responsabilité limitée

Siège social : L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich

R.C.S. Luxembourg B 206.533

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Du 27 décembre 2016

Me Edouard DELOSCH

No 4394

L'an deux mille seize, le vingt-septième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître **Edouard DELOSCH**, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu :

- 1) Monsieur Serge **VIAUD**, commerçant, né le 23 février 1950 à Metz (France), demeurant à L-8387 Koerich, 6, rue du Moulin
- 2) Monsieur Benno **LEGUINA-BERTRAND**, commerçant, né à Madrid (Espagne), le 9 septembre 1967, demeurant à F-57100 Thionville, 11B, Boucle des Lièvres.

I. Lesquels comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, ont requis le notaire soussigné d'acter qu'ils sont les seuls associés de la société « **Transports Coulon-Domenge et fils Sàrl** », une société à responsabilité limitée avec siège social à L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 206.533, constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mai 2016, publié au RESA, Recueil Electronique des Sociétés et Associations, numéro RESA_2016_005.723 du 7 juin 2016. Les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (ci-après la "**Société**").

II.- Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associée unique, pré-qualifiée, comme suit :

Monsieur Serge **VIAUD**, pré-qualifié,

Cinquante parts50 parts

Monsieur Benno **LEGUINA-BERTRAND**, pré-qualifié,

Cinquante parts50 parts

TOTAL : cent parts sociales100 parts

III. Les associés, pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes, qu'ils ont demandé au notaire d'acter comme suit:

ORDRE DU JOUR

1. Refonte complète des statuts de la Société sans modification de l'objet social de la Société, afin de mettre ces statuts à jour avec les dernières modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
2. Divers.

Après en avoir délibéré, les associés ont pris les résolutions suivantes :

PREMIERE RÉOLUTION

Les associés décident de procéder à une refonte complète des statuts de la Société sans modification de l'objet social de la Société et à la modification du pouvoir de signature et afin de mettre ces statuts à jour avec les dernières modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Au vu de ce qui précède, les associés décident que lesdits statuts de la Société auront dorénavant la teneur suivante:

I. Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1er. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après la "**Société**"), et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts (ci-après les « **Statuts** »).

Art. 2. La Société a pour objet, la conception, la commercialisation, l'achat et la revente de produits alimentaires, diététiques, cosmétiques et de médicaments vétérinaires, ainsi que tous produits en rapport avec l'hygiène corporelle et avec la santé animale ou humaine, et toute activités connexes ou complémentaires.

De plus la Société a pour objet le négoce de matières premières.

La Société a en outre pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, notamment l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière,

de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La Société peut également procéder à l'acquisition, la cession, la concession et la mise en valeur, sous quelque forme que ce soit, de brevets, licences, marques, dessins et modèles, droits d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques et les logiciels, les noms de domaines et tous autres droits de la propriété intellectuelle.

La Société pourra prêter ou emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques ; elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale des associés dans les formes prescrites dans la Loi.

La société peut avoir un ou plusieurs associés sans excéder la limite de cent (100) associés. Au cas où le nombre des associés vient à dépasser cette limite, la Société devra, selon les conditions requises par la Loi, être transformée en une société revêtant une autre forme sociale.

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés. De même, le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de « **Transports Coulon-Domenge et fils Sàrl** ».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Steinfort.

Il pourra être transféré au sein de la même commune par décision du gérant unique ou du collège de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg soit en vertu d'une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, soit en vertu d'une décision du gérant

unique ou du collège de gérance qui peut par conséquent procéder à la modification des Statuts devant notaire.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger, par simple décision du collège de gérance.

II. Capital Social – Parts Sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une décision de l'associé unique ou le cas échéant par une assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et peut détenir ces parts sociales rachetées en portefeuille ou, alternativement, les annuler. Le conseil de gérance est autorisé à annuler ces parts sociales détenues en portefeuille et procéder à sa discrétion à la réduction de capital afférente. Dans ce cas, le conseil de gérance fait constater la réduction de capital par acte notarié. L'acte doit être dressé un (1) mois après la décision du conseil de gérance relatif à l'annulation et à la réduction de capital afférente. Les droits de vote et les droits financiers attachés aux parts sociales détenues en portefeuille sont suspendus pendant la durée de leur détention par la Société.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux

dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Usufruit et Nue-propriété

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part sociale représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un associé dénommé « usufruitier » et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé « nu-proprétaire ».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés pour chaque part sociale sont les suivants :

- droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, sauf pour l'assemblée se prononçant sur la mise en liquidation de la société,
- droit aux dividendes,

Les droits attachés à la qualité de nu-proprétaire et conférés pour chaque part sociale sont ceux qui sont déterminés par le droit commun pour autant qu'ils n'aient pas été expressément réservés ci-avant à l'usufruitier et en particulier le droit au produit de la liquidation de la société.

La titularité de l'usufruit et de la nue-propriété des parts sociales sera matérialisée et établie de la façon suivante :

Par inscription dans le registre des associés :

- en regard du nom de l'usufruitier de la mention « usufruit »,
- en regard du nom du nu-proprétaire de la mention « nue-propriété ».

III. Administration - Collège de Gérance

Art. 9. Collège de Gérance

9.1. Nomination-Révocation

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

9.2. Pouvoirs

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le collège de gérance peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs gérants, directeurs et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination; leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil de gérance.

9.3. Procédure

Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

Tout gérant peut participer à toute réunion du collège de gérance par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

Des résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du collège de gérance valablement convoquée et tenue. Elles portent la date de la dernière signature. Elles sont réputées être prises au lieu du siège de la Société. Les résolutions des gérants doivent être consignées par écrit.

Les décisions du collège de gérance seront enregistrées sous forme de procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés lors de la réunion. Les procurations y resteront annexées.

Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-

verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique et conservés au siège social de la Société.

9.4. Représentation

La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique ou, en

cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins deux (2) gérants.

La Société sera engagée par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes auxquelles un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance dans les limites de cette délégation.

9.5. Responsabilité

Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 10. Gérant unique

Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au collège de gérance, aux gérants, à quelques gérants ou à un gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 11 Conflit d'intérêts

Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou une opération relevant du collège de gérance qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le collège de gérance et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Le gérant concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux associés, lors de la prochaine assemblée générale ou lorsque des résolutions écrites des associés sont prises, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque, en raison d'une opposition d'intérêt, le nombre de gérants requis afin de délibérer et de voter sur le point en question n'est pas atteint,

le collège de gérance peut décider de déferer la décision sur ce point à l'assemblée générale des associés.

Les opérations intervenues entre la Société et son gérant unique ayant un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale opposé à celui de la Société doivent être mentionnées dans un procès-verbal. Cela ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

IV. Assemblée Générale

Art. 12. L'assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représentera tous les associés. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire et ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

12.1. Assemblée générale annuelle

Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de soixante (60) associés, se réunira une fois par an au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de chaque exercice social, au siège de la Société ou à tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée, en mois de juin, dernier vendredi.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

12.2. Assemblée générale

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire.

Toutes les décisions des associés sont prises en assemblée générale, à moins que le nombre des associés de la Société ne dépasse pas soixante (60), auquel cas les décisions peuvent être adoptées par écrit, à l'exception des modifications statutaires qui sont toujours adoptées en assemblée générale.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et ont renoncé aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

La Société peut aussi prendre des décisions par des résolutions circulaires signées par tous les associés.

Tout associé peut participer à une assemblée générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. Dans un tel cas, au moins un (1) associé ou son mandataire doit être physiquement présent au siège social de la société et l'assemblée sera réputée être tenue au siège social de la Société.

Il est tenu une liste de présence à chaque Assemblée générale.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée générale et les décisions sont adoptées par l'assemblée générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

Cependant, les résolutions pour la modification des statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toute augmentation de l'engagement d'un associé doit être décidée à l'unanimité des associés.

Art. 13. Associé unique

Aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents Statuts. Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux conservés au siège de la Société.

V. Commissaire aux comptes / réviseurs d'entreprises agréés

Art.14. Si la Société a plus de soixante (60) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixe leur durée et fonctions. À moins que la Loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, auquel cas le commissaire n'est plus requis. Les commissaires peuvent être nommés à nouveau par l'assemblée générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non et peuvent être révoqué à tout moment, sans préavis, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des associés.

Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la Loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un réviseur d'entreprises agréé ne peut être révoqué par l'Assemblée Générale que pour cause ou avec son accord.

VI. Exercice social - Bénéfice - Dividendes

Art. 15. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont clôturés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, le bilan et le compte de profits et de pertes, conformément à la Loi.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire et du bilan

Art. 17. Sur le bénéfice annuel net de la Société, il est prélevé au moins cinq pour cent (5%) pour être affecté à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être exigée quand la réserve légale de la Société atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes et selon les conditions requises par la Loi:

- le gérant ou le collège de gérance établi(t/sse) des comptes intérimaires ;
- ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ;
- le gérant ou le collège de gérance doi(t/vent) décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires ; et
- le commissaire ou le réviseur d'entreprises agréé, s'il y en a, doit vérifier si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, cette différence sera considérée comme un acompte sur le dividende suivant.

Dans la mesure où un dividende final est déclaré et payé et ne correspond pas aux bénéfices réellement acquis au cours de l'exercice social en question, le collège de gérance a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du collège de gérance.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 18. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par les associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Sauf application de l'article 1865bis 2^{ème} alinéa et suivants, les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

L'associé unique peut décider de dissoudre la Société à tout moment. Une telle dissolution par l'associé unique entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation de la Société et cela en conformité avec l'article 141 de la Loi et avec l'article 1865bis paragraphe 2 et suivants du Code Civil luxembourgeois.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. »

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

DONT ACTE,

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

(signé) S. VIAUD, B. LEGUINA-BERTRAND, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/1700

Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur, (s) : P. MOLLING

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au RESA.

Luxembourg, le 10 janvier 2017
